



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association de la Maison d'Izieu Mémorial des Enfants Juifs Exterminés

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association de la Maison d'Izieu - Mémorial des Enfants Juifs Exterminés
70 route de Lambraz - 01300 Izieu

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon

Association de la Maison d'Izieu - Mémorial des Enfants Juifs Exterminés

70 route de Lambraz - 01300 Izieu

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'Association de la Maison d'Izieu - Mémorial des Enfants Juifs Exterminés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de la Maison d'Izieu - Mémorial des Enfants Juifs Exterminés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 4 avril 2025

KPMG SA



Jean-Marie Besson

Associé

Comptes annuels – Année 2024

	as association de la maison d'izieu	Page : 1
--	-------------------------------------	----------

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	548 916	466 541	82 375	131 597
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	124 915	18 665	106 250	96 221
	Constructions	4 058 833	1 867 457	2 191 375	2 353 019
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	93 008	77 620	15 388	19 638
	Autres immobilisations corporelles	1 169 597	837 898	331 698	364 396
	Immobilisations corporelles en cours	6 325		6 325	8 233
	Avances et acomptes				
ACTIF CIRCULANT	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	296		296	296
	Autres immobilisations financières	2 690		2 690	2 520
	TOTAL (I)	6 004 580	3 268 182	2 736 397	2 975 920
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	71 231	36 351	34 880	25 614
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				20 286
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	93 265		93 265	112 448
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	251 061	587	250 474	295 828
	DISPONIBILITES	457 536		457 536	468 414
	Charges constatées d'avance	8 087		8 087	9 015
	TOTAL (II)	881 181	36 938	844 243	931 605
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
TOTAL ACTIF (I à V)	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	6 885 760	3 305 120	3 580 640	3 907 525
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				486	2 816
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 635 754	1 635 754
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	75 407	75 407
	Réserves pour projet de l'entité		
Fonds reportés et dédiés	Autres	76 225	76 225
	Report à nouveau	(690 705)	(712 085)
	Excédent ou déficit de l'exercice	14 584	21 380
	Total des fonds propres (situation nette)	1 111 265	1 096 681
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 033 697	2 211 652
	Provisions réglementées		582
	Total des autres fonds propres	2 033 697	2 212 234
	Total des fonds propres	3 144 962	3 308 914
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Provisions	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	110 185	231 142
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	110 185	231 142
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	139 927	168 195
	Total des provisions	139 927	168 195
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 648	82 123
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	146 421	101 306
DETTES DIVERSES	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	6 497	15 845
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	185 566	199 274
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	3 580 640	3 907 525
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	14 584,10	21 380,30
	(1) Dont à moins d'un an	185 566	199 274
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	8 975	8 325
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	64 151	45 881
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	344 408	318 887
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	960 555	904 443
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	17 310	34 669
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	155 894	219 430
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	36 754	28 806
	Utilisations des fonds dédiés	120 956	16 000
	Autres produits	2 483	3 982
Total des produits d'exploitation		1 711 486	1 580 423
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	37 441	25 960
	Variation de stock	(7 951)	12 486
	Achats de matières et autres approvisionnements	85 928	96 097
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	556 531	338 324
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	67 095	35 591
	Salaires et traitements	667 040	570 245
	Charges sociales	245 154	190 380
	Dotation aux amortissements et dépréciations	294 038	306 284
	Dotation aux provisions	2 732	48 018
	Reports en fonds dédiés		135 430
	Autres charges	2 307	2 755
	Total des charges d'exploitation	1 950 315	1 761 570
RESULTAT D'EXPLOITATION		(238 830)	(181 146)

Compte de Résultat 2/2

		Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION			(238 830)	(181 146)
PRODUITS FINANCIERS	De participation			
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	7 579		10 290
	Autres intérêts et produits assimilés	2 479		2 146
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 646		3 502
	Différences positives de change			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers			14 703	15 938
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées			
	Différences négatives de change			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des charges financières				
RESULTAT FINANCIER			14 703	15 938
RESULTAT COURANT avant impôts			(224 126)	(165 208)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	274 082		
	Sur opérations en capital	192 955		187 741
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	582		
	Total des produits exceptionnels		467 619	187 741
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	228 908		450
	Sur opérations en capital			121
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			582
	Total des charges exceptionnelles		228 908	1 153
RESULTAT EXCEPTIONNEL			238 711	186 588
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les bénéfices				
TOTAL DES PRODUITS			2 193 808	1 784 103
TOTAL DES CHARGES			2 179 223	1 762 722
EXCEDENT ou DEFICIT			14 584	21 380
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature			206 441	
Prestations en nature			2 700	
Bénévolat				
TOTAL			209 141	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations			206 441	
Personnel bénévole			2 700	
TOTAL			209 141	

Annexe des comptes – Année 2024

1. Description de l'activité et des moyens du fonds de dotation

L'association a pour objet d'aménager, de gérer et de développer la Maison d'Izieu, mémorial des enfants juifs exterminés, lieu de mémoire et d'histoire.

Elle perpétue le souvenir des 44 enfants, de leur directeur et de leurs éducateurs, tous juifs, arrêtés le 6 avril 1944 et déportés - ainsi que celui de tous les enfants juifs qui, avec la complicité active de l'État français, furent victimes de la barbarie nazie. Elle rend hommage à tous ceux qui leur sont venus en aide, notamment aux combattants de la Résistance.

La Maison d'Izieu consacre ses activités à :

- L'information et à l'éducation de tous les publics, et plus particulièrement des jeunes sur les crimes contre l'humanité ;
- La réflexion et la pédagogie en s'efforçant de faire progresser et de diffuser la connaissance sur les crimes contre l'humanité (accueil d'élèves, d'étudiants et de chercheurs, attribution de bourses et de prix, organisation de classes, de séminaires, de conférences, réunions et colloques, publication d'ouvrages, réalisation d'expositions, de documents audio-visuels, etc.) ;
- L'entretien avec des établissements comparables, en France et dans d'autres pays, des liens de partenariat et d'échange ;
- La contribution à la défense de la dignité, des droits et de la justice, et à la lutte contre toutes les formes de l'intolérance, de la xénophobie, de l'antisémitisme et du racisme.

Pour remplir sa mission, le fonds de dotation bénéficie de subventions et de différents fonds émanant de la générosité du public (dons manuels, mécénat) ou du Fonds de dotation Sabine Zlatin pour le développement de la Maison d'Izieu.

2. Règles et méthodes comptables

2.1. Principes généraux

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et résultant de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du point mentionné à la note 2.2. ci-dessous
- indépendance des exercices
- enregistrement des opérations au coût historique
- et dans le respect du principe de prudence.

Ces comptes intègrent le règlement ANC n° 2018-06 du 05 décembre 2018 et le règlement ANC n°2020-08 modificatif du 2018-06 du 29 décembre 2020, relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. A défaut d'autres dispositions spécifiques dans le deux règlements précités, l'entité utilise le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3. Principales méthodes utilisées

3.1. Immobilisations

a. Immobilisations incorporelles

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, y compris droits de mutations et honoraires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- Productions cinématographiques 10 ans,
- Expositions 3 à 10 ans,
- Logiciels sauf ci-après 1 an,
- Logiciels « métiers » et sites web 3 à 5 ans.

Cette seconde catégorie intègre les logiciels liés au standard téléphonique ou à la messagerie électronique.

b. Immobilisations corporelles

Elles sont ventilées, composant par composant, à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, y compris droits de mutations et honoraires). Cette ventilation a notamment été appliquée lors de l'extension du musée en 2015.

a) Terrains :

Pour les terrains dont la valeur est identifiée lors de leur entrée dans le patrimoine de l'association, ces valeurs sont retenues selon l'acte notarié.

Les aménagements des terrains et plantations sont présentés sur la ligne du bilan intitulée « Terrains » et sont amortis entre 10 et 20 ans.

b) Constructions :

Les éléments inscrits sur les fiches de prix de revient des constructions permettent d'identifier et d'évaluer les principaux composants.

Nous distinguons les composants suivants :

- Structure gros œuvre amortissable sur 50 ans
- Menuiseries & huisseries amortissable sur 20 à 25 ans
- Chauffage & plomberie amortissable sur 20 ans
- Système climatisation amortissable sur 8 ans
- Couverture de toiture amortissable sur 30 ans
- Travaux d'isolation amortissable sur 30 ans.

c) Autres immobilisations :

- Installations techniques 3 à 10 ans
- Fonds documentaire 4 ans
- Matériels et outillage 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 2 à 5 ans
- Mobiliers 4 à 15 ans
- Agencements des bâtiments 10 ans
- Véhicules 5 ans.

d) Les immobilisations en cours à la clôture de l'exercice correspondent à des opérations d'acquisition, de création ou de rénovation dont les réalisations ne sont pas achevées à la clôture de l'exercice.

3.2. Stocks

Tous les achats de librairie sont considérés au cours de l'exercice comme des charges. Un inventaire est réalisé deux fois par an (notamment au 31/12) et comparé à l'inventaire permanent tenu sur support informatique.

Les stocks de librairie sont évalués au coût de revient (prix d'achat).

Au 31/12/2024, la valeur brute des stocks s'élève à 71 231 €.

Une dépréciation de stock est comptabilisée si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

Au 31/12/2024, la dépréciation globale s'élève à 36 351 €, et est calculée selon une règle statistique basée sur la durée d'écoulement des stocks.

3.3. Créances

Des provisions pour créances douteuses sont constituées si la date d'échéance est supérieure à 1 an, à la date de clôture.

Il n'y a pas de provisions au 31/12/2024

3.4. Valeurs mobilières de placement

Elles sont comptabilisées à leur valeur d'achat. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des titres en portefeuille est inférieure à la valeur comptable.

Au 31/12/2024, nous avons provisionné 587 € sur 2 placements obligataires à échéances successives 2025 / 2026. Cette somme est à rapporter au 250 000 € de placements initiaux souscrits.

3.5. Fonds associatif sans droit de reprise

En l'absence d'élément nouveau ou de modification induite par le nouveau règlement comptable, les seuls mouvements sur les fonds propres concernent le résultat de l'exercice.

3.6. Subventions d'investissement amortissables

Le montant net des subventions amortissables à la clôture de l'exercice s'élève à 2 033 697€. Ces subventions, initialement de 4 284 558€ font l'objet d'une reprise pour quote-part chaque année.

Ces subventions font l'objet d'une reprise pour quote-part amortie sur l'exercice 2024, reprise comptabilisée en produits exceptionnels, à hauteur de 192 955 €.

3.7. Provisions pour risques et charges

Elles incluent les rubriques suivantes :

- Provisions pour gros entretiens

Cette provision pour risques a été mise en œuvre, pour rappel, à compter de l'exercice clos au 31/12/2020.

Les dépenses pour Gros Entretiens sont destinées à couvrir des dépenses importantes d'entretien s'inscrivant dans un programme pluriannuel de travaux à réaliser. Ces derniers ont pour but de maintenir en bon état de fonctionnement ou d'utilisation les biens immobiliers appartenant à l'association.

L'association met à jour chaque année le programme de dépenses pour Gros Entretiens sur les 25 années à venir. Cette mise à jour concerne le type de travaux programmés et leurs valorisations.

Le calcul de la provision Gros Entretiens était basé précédemment sur les prévisions de dépenses des 10 prochaines années, budgétées en Charges de Gros Entretiens, immeuble par immeuble, avec la prise en considération d'un coefficient de probabilité d'engager lesdites dépenses.

Il a été décidé par simplification de calculer les provisions Gros Entretiens sur la base de devis existants.

Les modalités de détermination de la provision ont évolué, la provision concerne désormais exclusivement deux devis :

Michallet : Rénovation toiture 55 k€ et réfection appartement 14 k€.

Au global, la provision pour Gros Entretiens s'affiche au passif à 69 000 € au 31 décembre 2024, contre 100 000 € à la date de clôture précédente.

- Provisions pour indemnités de départ à la retraite :

La MAISON D'IZIEU estime l'indemnité de fin de carrière selon la méthode « rétrospective des unités de crédits projetées ».

Cette méthode dite préférentielle, se décline en plusieurs phases de calcul pour chaque salarié présent au 31 décembre, en contrat à durée indéterminée. Elle consiste à :

- Valoriser le salaire annuel individuel.
- Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise.
- Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP).
- Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation). Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'entreprise correspond à la somme des engagements individuels.

Au 31 décembre 2024, il a été constitué, pour l'ensemble des salariés, une provision pour indemnité de départ à la retraite évaluée à 70 927€ en dette actuarielle.

La provision a été calculée sur la base des hypothèses suivantes :

- Départ volontaire entre 65 & 67 ans (retraite à taux plein)
- Taux de turn-over moyen
- Taux de revalorisation annuel des salaires : 1 %
- Table de mortalité : INSEE 2024

- L'indemnité de départ en retraite est déterminée à partir de la convention collective ECLAT
- Taux d'actualisation brut : 3.35 % contre 3.70% en 2023.
- Autres Provisions

Il n'y a pas d'autres provisions au 31/12/2024.

3.8. Les contributions volontaires en nature

Elles sont effectuées à titre gratuit et correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes, de biens (meubles ou immeubles) par des entités tierces. L'information est donnée au pied du compte de résultat.

Elles ont été valorisées de la manière suivante :

- Mise à disposition de personnel :

Au global, 3 enseignants de l'Education Nationale sont détachés au musée d'Izieu, avec 2 personnes à plein temps et 1 personne à tiers temps.

Charges incluses, la contribution dont l'association bénéficie est estimée à 206 441 € pour l'année 2024.

- Bénévolat :

Le temps de bénévolat est estimé à 100 heures en 2024.

Charges incluses, la contribution dont l'association bénéficie est estimée à 2 700 € au titre de l'année 2024.

- Dons en nature :

Néant

4. Autres informations

4.1. Immobilisations financières

- Parts sociales du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST pour 296 €
- Caution Richardson du 23/11/2022 pour 2 500 €
- Matériel de reprographie en consignes pour 190 €.

4.2. Charges constatées d'avance

Cette rubrique concerne des charges d'exploitation facturées et comptabilisées sur l'exercice pour la partie rattachée à des exercices futurs estimé au 31/12/2024 à 8 087 € contre 9 105 € au 31/12/2023.

4.3. Produits constatés d'avance

Il n'y a pas de produits constatés d'avance au 31/12/2024.

Complément d'information sur les comptes d'actif du bilan

5. Etat de l'actif immobilisé

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.ap.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	547 950		966			548 916
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	547 950		966			548 916
CORPORELLES	Terrains	112 483		12 432			124 915
	Constructions sur sol propre	4 051 443		7 390			4 058 833
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	89 856		3 152			93 008
	Instal., agencement, aménagement divers	565 928		16 665			582 593
	Matériel de transport	36 172		5 200			41 372
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	329 311		8 514			337 824
	Emballages récupérables et divers	205 873		1 934			207 808
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	8 233				1 908	6 325
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 399 298		55 287		1 908	5 452 677	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	2 816		170			2 986
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 816		170			2 986
TOTAL		5 950 064		56 423		1 908	6 004 580

6. Etat des amortissements

	association de la maison d'izieu	Page : 7
--	----------------------------------	----------

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	416 353	50 188		466 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	416 353	50 188		466 541
CORPORELLES	Terrains	16 262	2 403		18 665
	Constructions sur sol propre	1 698 424	169 034		1 867 457
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	70 218	7 403		77 620
	Autres instal., agencement, aménagement divers	530 520	40 519		571 040
	Matériel de transport	32 868	2 615		35 484
	Matériel de bureau, mobilier	151 658	21 729		173 387
	Emballages récupérables et divers	57 841	147		57 988
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 557 791	243 850		2 801 641
TOTAL		2 974 144	294 038		3 268 182

7. Etat des créances et des dettes

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	296	296	
	Autres immobilisations financières	2 690	190	2 500
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 265	2 265	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	91 000	91 000	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	8 087	8 087	
TOTAL DES CREANCES		104 339	101 839	2 500
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes et de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes et de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	32 648	32 648		
	Personnel et comptes rattachés	46 811	46 811		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	50 957	50 957		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	48 653	48 653		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	6 497	6 497		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		185 566	185 566		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

8. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Catégories de support	Valeur brute comptable	Valeur de marché	Valeur nette comptable	+ value latente	- value
Dépôt à terme					
SICAV / FCP					
Obligations	250 000 €	249 413 €	250 000 €		- 587 €
Actions	1 061 €	1 182 €	1 061 €	121 €	
Valeurs mobilières de placement	251 061 €	250 595 €	251 061 €	121 €	- 587 €
Livrets associatifs rémunérés	105 025 €	105 025 €	105 025 €		
Total placé et rémunéré	356 086 €	355 620 €	356 086 €	121 €	- 587 €
Comptes courants bancaires	351 467 €	351 467 €	351 467 €		
Caisses	1 029 €	1 029 €	1 029 €		
Total VMP & Disponibilités	708 582 €	708 116 €	708 582 €	121 €	- 587 €
Revenus VMP	10 057,26				

Au sujet de la moins-value latente, nous renvoyons le lecteur au paragraphe 3.4 supra.

Complément d'information sur les comptes de passif du bilan

9. Fonds associatifs

9.1. Fonds propres et variations

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	1 635 754			1 635 754
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles	75 407			75 407
Réserves réglementées				
Autres réserves	76 225			76 225
Report à nouveau	(712 085)	21 380		(690 705)
Résultat de l'exercice	21 380	14 584	21 380	14 584
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	2 211 652	15 000	192 955	2 033 697
Provisions réglementées	582		582	
TOTAL	3 308 914	50 964	214 917	3 144 962

9.2. Autres fonds permanents

a. Fonds dédiés

Variation des Fonds dédiés							
Variation des fonds dédiés issus de	Montant en début d'exercice	Reports / Apports	Utilisations		Transferts	Montant en fin d'exercice	
			montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	- €	- €				- €	
Contributions financières d'autres organismes							
- Renouvellement parc applicatif Caisse Epargne via FDD	11 500 €		5 251 €			6 249 €	
- Divers projets Mérieux (dont Lucioles)	22 147 €		2 611 €			19 536 €	
Film Lanternes Magiques CA-FMS	33 256 €		3 868 €			29 388 €	
Ceremonie JDLM - Vicat	103 750 €		103 750 €			- €	
RenovationFour	31 680 €		3 077 €			28 603 €	
Ressources liées à la générosité du public							
-Travaux extension des bâtiments 2015	28 809 €		2 399 €			26 410 €	
TOTAUX	231 142 €	- €	120 956 €	- €	- €	110 185 €	- €

b. Détail des subventions d'investissements amortissables

Sources financeur	Montant au début de l'exercice	Attributions de l'exercice	QP viré sur résultat	Montant en fin d'exercice
DRAC	576 552 €		44 803 €	531 749 €
Région AURA	1 177 949 €		95 003 €	1 082 946 €
Conseil Départemental de l'Ain	183 151 €		15 808 €	167 343 €
Conseil Départemental du Rhône	113 690 €		8 960 €	104 730 €
FMS	25 797 €		8 652 €	17 145 €
La France Mutualiste	11 368 €		896 €	10 472 €
Ville de Lyon, fondation Crédit Agricole	- 6 174 €		5 350 €	- 11 524 €
Consulat d'Allemagne (sites Internet et audioguides)	524 €		546 €	- 22 €
Ministère de l'Intérieur (Pref.AIN, Pref.Région AURA)	71 382 €		9 351 €	62 031 €
Rénovation four (DRAC,CD01)	40 002 €		1 885 €	38 117 €
Autres sources de subventions	17410		1 702 €	15708
Total Net Subventions d'investissement amortissables	2 211 651 €	- €	192 955 €	2 018 696 €

10. Variation des provisions

Nature	Montant en début d'exercice	Dotation aux provisions		Reprise sur provisions				Montant en fin d'exercice
		Exploitation	Financière	Exception,	Exploitation	Financière	Exception,	
Pour dépréciation								
- Immobilisations								-
- Stocks	37 667 €				1 316 €			36 351 €
- Créances douteuses								- €
- Val. Mobilières de Placement	5 233 €				4 646 €			587 €
	42 900 €	- €	- €	- €	5 962 €	- €	- €	36 938 €
Pour risques & charges								
- Pour risques								
- Pour Gros Entretien	100 000 €				31 000 €			69 000 €
- Pour litiges salariés								
- Pour indemnité départ retraite	68 195 €	2 732 €						70 927 €
- Pour impôts								
- Pour litiges avec tiers								
	168 195 €	2 732 €	- €	- €	31 000 €	- €	- €	139 927 €
TOTAUX	211 095 €	2 732 €	- €	- €	36 962 €	- €	- €	176 865 €

11. Fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs	13 616 €
Frs Factures non parvenues	19 032 €

32 648 €

12.Dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales

Personnel - Rémunérations dues	46 €
Dettes congés payés	66 841 €
Autres charges dues au personnel	- €
Dettes organismes sociaux	30 881 €
Etat Taxe sur salaires	48 012 €
Etat Prélèvement à la source dû	641 €

146 421 €

13.Autres dettes

Subvention Rememchild solde	5471 €
-----------------------------	---------------

14.Produits constatés d'avance

Néant

Complément d'information sur le compte de résultat

15.Concours publics & Subventions d'exploitation

Nous présentons ci-dessous l'ensemble des financeurs qui soutiennent l'action de LA MAISON D'IZIEU en termes de budget de fonctionnement.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Le cas-échéant, les risques d'indus ou de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges ».

Financeurs	A recevoir de l'exercice N-1	Prods C.d'Avance de l'exercice N-1	Attributions de l'exercice N	Versements sur l'exercice N	A recevoir de l'exercice N	Prods C.d'Avance de l'exercice N	Produits sur l'exercice N
DRAC			415 000 €	415 000 €			415 000 €
DMCA Ministère des armées			25 000 €	25 000 €			25 000 €
DGESCO Educ. Nationale			27 000 €	27 000 €			27 000 €
DILCRAH			88 000 €	88 000 €			88 000 €
DGESIP Enseignement Sup. & Recherche			15 000 €	15 000 €			15 000 €
Préfecture de Région			20 000 €	20 000 €			20 000 €
Région AURA	26 000 €		260 000 €	260 000 €	26 000 €		260 000 €
Région AURA "Journées de la Mémoire	50 000 €				50 000 €		50 000 €
Conseil Départemental de L'Ain			53 000 €	53 000 €			53 000 €
Communes			1 555 €	1 555 €			1 555 €
FMS	6 000 €		6 000 €	6 000 €			6 000 €
Total Subventions de Fonctionnement	82 000 €	- €	910 555 €	910 555 €	76 000 €	- €	960 555 €

16. Reprise sur provision et transferts de charges

Les mouvements sur les provisions sont détaillés au paragraphe 8 de cette annexe.
Nous présentons ci-dessous le détail des « Transferts de charges » :

Transferts de charges

Avantages en nature au personnel	1438
Aides financement Apprentis	3000
	<hr/>
	4 438 €

17. Autres charges

Montant non significatif.

18. Ressources liées à la générosité du public et contributions financières

Il s'agit de fonds provenant de dons manuels, de mécénat ou de contributions du fonds de dotation Sabine Zlatin.

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs (mécènes ou encore fonds de dotation Sabine Zlatin) à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les mouvements sur les fonds dédiés sont détaillés à la note 9.2.

19. Charges de personnel

La masse salariale a progressé en 2024 de manière significative pour les raisons suivantes :

- Arrivée d'une nouvelle médiatrice en septembre 2023 avec un impact année pleine de 2024 : + 19 K€
- Congé parental de la chargée de documentation et coordination culturelle sur 2023 : + 15 K€
- Embauche d'un salarié au titre des 80 ans de la Maison d'Izieu fin août 2023 puis prolongement dans les effectifs jusqu'à fin septembre 2024 : + 15 K€ ;
- Versement d'une prime exceptionnelle pour le départ en retraite de l'ancien directeur : + 9 K€

20. Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
- OSIRIA acompte travaux non réalisés et non reportables	1 908 €
- Contribution au FDD S. Zlatin - Remboursement Litige Extension	227 000 €
TOTAL VI	228 908 €

21.Produits exceptionnels

Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion			227 000 €
Sur exercices antérieurs			47 082 €
Reprises sur Subv° d'investissement			192 955,02 €
TOTAL V			467 037,02 €

Les produits exceptionnels sur opérations de gestion correspondent à un remboursement de 227 000 € (société d'assurance SMA) dans le cadre du règlement du litige portant sur les dysfonctionnements du bâtiment de l'extension (Centrale de Traitement d'Air).

Conformément à la décision du CA, ces fonds ont été octroyés au Fonds de dotation et sont ce titre comptabilisés en charges exceptionnelles.

Les produits exceptionnels sur exercice antérieurs correspondent à des provisions devenues sans objet (factures pour honoraires juridiques et pour des travaux qui ont finalement été immobilisés).

Autres informations

22.Engagements hors bilan

22.1. Engagements liés aux emprunts

Il n'y a pas d'engagements hors bilan.

23.Effectifs

Nous indiquons dans le tableau ci-après les Effectifs en Equivalent Temps Plein sur l'année, ainsi qu'en nombre d'unités par sexe au 31/12 de chaque année :

Année	Effectif moyen en ETP	Nombre d'unités	
		Hommes	Femmes
2018	15,1	5	11
2019	15	4	11
2020	14,8	4	12
2021	15,5	4	12
2022	16,4	5	11
2023	18.1	4	14
2024	19	3	16

Ne sont pas compris dans les données ci-dessus les 3 professeurs d'histoire mis à disposition par l'Education Nationale, soit 2,33 ETP.

24. Rémunérations

Par application de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, nous précisons qu'aucune rémunération n'est versée au trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association.

25. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires 17 400 € TTC figurent au compte de résultat réparti comme suit :

- au titre du contrôle légal des comptes : 17 400 €
- au titre de prestations entrant dans les diligences directement liée à la mission du contrôle légal des comptes : 0 €.

26. Autres informations

26.1. Evènements importants de l'exercice

- Cérémonies des 80 ans : quatre journées de la mémoire du 4 au 7 avril 2024, avec plus de 2000 personnes réunies autour des anciens enfants d'Izieu et du président de la République Emmanuel Macron. Budget : près de 290 K€ en dépenses (personnel supplémentaire inclus), et en recettes (mécénat, subventions, librairie)
- Augmentation très importante du nombre de visiteurs (43 006 visiteurs en 2024, soit + 13,9% comparé à 2023) et record des ventes de la librairie (64 151€, soit + 40% comparé à 2023)
- Règlement à l'amiable d'une procédure judiciaire entreprise ces dernières années en lien avec les dysfonctionnements affectant l'extension 2015 et notamment la centrale de traitement d'air : remboursement à hauteur de 227 000€ de la société SMA.

26.2. Evènements postérieurs

Néant